Nations Unies DP/DCP/SOM/5

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
5 décembre 2025
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2026
2-5 février 2026, New York
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays du PNUD et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour la Somalie (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable . . . 2
II. Priorités du programme et partenariats . . . 5
III. Administration du programme et gestion des risques . . . 10
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme . . . 12

Annexe

A. Results and Resources Framework for Somalia (2026-2030) . . . 14

25-20021 (F) 081225 301225

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La Somalie occupe une position stratégique dans la Corne de l'Afrique, compte une population jeune et dynamique de 19 millions d'habitants (2024)[1] et possède un riche patrimoine culturel. Le pays a réalisé des progrès notables dans la consolidation du système fédéral, la stabilisation de l'environnement politique et des conditions de sécurité, et l'avancement des réformes institutionnelles. En décembre 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a levé l'embargo sur les armes imposé à la Somalie depuis 31 ans. Les modifications apportées à la Constitution en 2024 ont marqué une étape importante vers le renforcement de la gouvernance démocratique, avec l'ajout de dispositions relatives à l'élection présidentielle au suffrage universel direct et l'instauration d'un système politique multipartite. Le Gouvernement a rétabli l'autorité de l'État dans les zones précédemment tenues par les Chabab, bien que le groupe continue de contrôler certaines parties du pays et d'y maintenir en place un système de gouvernance parallèle. Ces progrès ont été réalisés malgré des difficultés persistantes, notamment les séquelles des conflits, les structures sociales complexes fondées sur les clans et la vulnérabilité aux chocs climatiques. Des efforts supplémentaires doivent néanmoins être menés pour clarifier la division des pouvoirs, des ressources et des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernement.

2. La Somalie reste un État fragile, aux prises avec des problèmes interconnectés, notamment dans les domaines de la politique, de la sécurité, de l'économie, des questions sociales et de l'environnement, y compris la vulnérabilité aux changements climatiques. La faible présence d'institutions de l'État dans certaines régions réduit l'efficacité de celles-ci, entame leur crédibilité et permet aux agents non étatiques et aux groupes extrémistes de combler les lacunes en matière de gouvernance. Cette situation entrave la croissance économique, décourage les investissements privés, restreint la mobilité et limite la fourniture de services publics de base, en particulier aux populations marginalisées, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes et les pasteurs. Si la Somalie continue de faire des progrès dans le renforcement du système judiciaire officiel, les capacités institutionnelles restent limitées et l'idée que se fait le public du niveau de corruption souligne la nécessité d'approfondir les réformes en cours. Dans l'analyse commune de pays pour la Somalie, effectuée par l'ONU en 2025, il est souligné que l'amélioration de la gouvernance était une condition préalable à la réalisation de véritables progrès dans toutes les priorités de développement.

3. La Somalie a franchi une étape historique en décembre 2023 en atteignant le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ce qui se traduit par des économies de plus de 4,5 milliards de dollars sur le montant total des paiements au titre du service de la dette. Ces progrès, associés à l'adhésion du pays à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) en novembre 2023, devraient permettre de débloquer des ressources financières considérables visant à stimuler la croissance économique et à créer des emplois. Le pays a une économie de marché, avec un niveau élevé de création d'entreprises, bien qu'il n'ait pas un environnement économique favorable. Le secteur privé, qui est à l'origine de la création de 95 % des emplois, est essentiel à la croissance économique. Les secteurs économiques les plus importants sont l'élevage, qui représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) et 65 % des recettes d'exportation, et les services, dont les télécommunications sont le moteur et les envois de fonds un facteur déterminant. La croissance du PIB a été modeste, une moyenne de 2 % ayant été enregistrée entre 2018 et 2023[2]. Le pays dépend fortement de l'aide

[1] Banque mondiale, base de données en ligne des indicateurs du développement.

[2] Nations Unies, analyse commune de pays pour la Somalie (2025).

publique au développement, estimée à deux tiers du budget fédéral, ce qui rend sa base économique encore plus fragile.

4. Environ 54 % des Somaliens vivent en dessous du seuil de pauvreté national et plus de 67 % d'entre eux sont frappés par la pauvreté multidimensionnelle, n'ayant pas accès à l'éducation, aux soins de santé et à de bonnes conditions de vie[3]. Environ 3,8 millions de personnes (20 % de la population) vivent dans des camps de déplacés, y compris environ 2 millions de déplacés à proximité des grandes villes, ces personnes constituant le segment le plus pauvre de la population[4]. La marginalisation et l'exclusion politique, économique et sociale fondées sur l'identité, la classe sociale, l'appartenance à un clan, la géographie, le genre, le handicap et le statut de personne déplacée sont systémiques et profondément enracinées. Les conflits et les crises humanitaires successives ont exposé les femmes et les filles somaliennes à une insécurité accrue, y compris aux violences sexuelles et aux mariages d'enfants.

5. La Somalie est extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. Les chocs climatiques, tels que l'alternance d'inondations et de sécheresses graves, non seulement plongent des personnes dans la pauvreté, mais entraînent également d'autres déplacements de population. La sécheresse de 2016 a entraîné une contraction de 2,5 % du PIB et celle de 2022 une contraction de 1,7 %. La fragilité climatique est de plus en plus considérée comme un multiplicateur de conflits, car elle accentue les tensions liées à la terre, à l'eau et aux ressources. La capacité du pays à gérer la dégradation de l'environnement et à faire face aux problèmes climatiques reste limitée, ce qui accroît la vulnérabilité et ralentit les progrès vers le développement durable. Néanmoins, la Somalie a défini des objectifs ambitieux de réduction des émissions d'ici à 2030 dans sa contribution déterminée au niveau national mise à jour en juin 2025[5].

6. Le budget du programme de pays du PNUD (2021-2025) devrait atteindre un montant de 242 millions de dollars d'ici décembre 2025. Le PNUD a joué un rôle essentiel dans la consolidation des bases d'un système fédéral opérationnel, en travaillant sous la direction du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident) et en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, les parties prenantes somaliennes et les partenaires de développement. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le PNUD a fourni une expertise technique pour le renforcement des systèmes de gouvernance locale, en contribuant à la mise en place de systèmes de gestion des finances publiques, en promouvant la participation des citoyens, en élaborant des cadres pour les projets d'infrastructure, en mettant sur pied des conseils de district et en contribuant à la création d'instituts de formation à la gouvernance locale. En collaboration avec la Mission d'assistance transitoire des Nations Unies en Somalie (MATNUSOM), anciennement Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), le PNUD a contribué à recentrer le développement institutionnel du secteur de la sécurité sur une approche plus centrée sur les populations, en renforçant la coordination entre les autorités fédérales et étatiques et en aidant les acteurs locaux à adopter des dispositifs de police axés sur la population.

7. Le PNUD, en partenariat avec la MATNUSOM, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Ministère somalien de la justice et des

[3] Bureau national de statistique de Somalie, « *Somalia Poverty Report 2023* », consultable à l'adresse suivante : https://nbs.gov.so/wp-content/uploads/2024/08/Somalia-Poverty-Report-2023.pdf.

[4] Nations Unies, analyse commune de pays pour la Somalie (2025).

[5] Ibid.

affaires constitutionnelles et la Cour suprême de Somalie, a apporté son concours à l'institutionnalisation et au renforcement des capacités des mécanismes informels alternatifs de règlement des conflits, élargissant ainsi l'accès à la justice pour les femmes, les personnes déplacées et d'autres groupes marginalisés, tout en réduisant les tensions au niveau local. En Somalie, 17 réseaux de femmes ont été créés, rassemblant plus de 250 membres pour faciliter le dialogue sur les questions de genre et encourager la collaboration avec les acteurs de la justice et de la sécurité. Le Groupe de travail pour la paix, créé en 2023 sous la direction du Gouvernement et avec le concours du PNUD, réunit en son sein des hommes et des femmes issus d'organisations de la société civile, des personnes déplacées, des jeunes, des notables traditionnels et des chefs religieux pour le règlement des différends au niveau de la communauté. Des groupes de cette nature, implantés dans tout le pays, s'occupent de la résolution des conflits locaux, y compris des cas de violence fondée sur le genre, fournissent une aide juridique et des services d'assistance psychologique et d'orientation, et transmettent les litiges aux autorités juridiques compétentes si nécessaire.

8. Le PNUD a aidé le Bureau national de statistique de Somalie à instituer et à valider le premier rapport sur l'indice de pauvreté multidimensionnelle du pays, le rapport sur l'examen national volontaire et l'outil de suivi 2.0 des objectifs de développement durable. L'indice de pauvreté multidimensionnelle permettra d'assurer le suivi du plan national de transformation 2025-2029 et de contrôler de près les progrès réalisés dans les secteurs clés. Parallèlement à l'instauration de l'indice de développement humain et de l'indice de parité des genres, ces efforts permettent à la Somalie de réintégrer les cadres mondiaux d'établissement de rapports après plus d'une trentaine d'années. En réponse à la fragilité liée au climat, le PNUD a facilité l'accès à une énergie propre et durable à plus de 20 000 ménages, dont 95 % dirigés par des femmes, réduisant ainsi la déforestation et créant des possibilités d'emploi dans les chaînes de valeur des énergies renouvelables. Le PNUD s'est associé au Ministère de l'énergie et des ressources en eau et à l'agence somalienne de gestion des catastrophes pour mettre en place le service hydrométéorologique national et le centre national d'alerte rapide multirisque. Ces systèmes donnent des prévisions météorologiques essentielles et des alertes rapides à plus de 525 000 agropasteurs. En collaboration avec le Ministère de l'énergie et des ressources en eau, le PNUD a également contribué à la révision des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe et au lancement du premier programme de master en gestion intégrée des ressources en eau en Somalie. Grâce à des solutions naturelles et à des infrastructures intelligentes face au climat, l'organisation a amélioré l'accès à l'eau et la résilience de plus de 111 000 ménages et remis en état plus de 6 285 hectares de zones de pâturage. À la fin de 2024, près de 300 000 personnes (2 % de la population) avaient bénéficié de meilleurs systèmes d'approvisionnement en eau.

9. Le plan national de transformation de la Somalie 2025-2029 s'aligne sur la Vision 2060 à l'horizon du centenaire et est censé permettre au pays d'avoir une gouvernance stable et inclusive, ancrée dans l'état de droit, et une économie prospère et durable qui assure des services de qualité et favorise le bien-être des Somaliens. Ce plan s'articule autour de quatre piliers principaux : 1) gouvernance porteuse de transformations ; 2) transformation économique durable ; 3) environnement et résilience aux changements climatiques ; 4) transformation de la société et du capital humain. Dans le droit fil du plan national, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2026-2030 propose quatre réalisations qui portent directement sur ces piliers.

10. L'évaluation indépendante du programme de pays du descriptif de programme de pays pour la période 2021-2025 souligne la nécessité de trouver un meilleur équilibre entre les programmes axés sur la demande et la prise en compte des causes profondes des problèmes structurels afin de favoriser un changement systémique

porteur de transformations et durable. Si le cadre programmatique général actuel a permis au PNUD de mettre en œuvre une diversité d'interventions qui s'imposaient, il a également été la cause de la fragmentation des interventions et des réalisations, et du fait que les résultats avaient un effet limité. C'est pourquoi, après l'évaluation, il a été préconisé de concentrer davantage les futures interventions et d'être plus stratégique dans le choix de celles-ci.

11. Le PNUD s'appuiera sur les six solutions types du Plan stratégique du PNUD pour la période 2022-2025 et sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment la lutte contre les pauvreté et les inégalités, la gouvernance, la résilience, l'environnement, l'énergie et l'égalité des genres ; solutions renforcées par les trois catalyseurs suivants : l'innovation stratégique, la transition numérique et le financement du développement. Le bureau du PNUD en Somalie adoptera une approche par portefeuille intégrée et axée sur les systèmes afin de contribuer aux réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération. Le programme de pays mettra l'accent sur deux voies interconnectées : a) le renforcement du contrat social et l'amélioration de la gouvernance démocratique ancrée dans des systèmes transparents et responsables ; b) la garantie d'une diversification économique inclusive, résiliente face aux changements climatiques et durable, et la création de moyens de subsistance. Ces voies ont été tracées à l'issue de consultations approfondies avec les parties prenantes et sont entièrement alignées sur le plan national de transformation de la Somalie.

12. En coordination avec le Ministère du plan, de l'investissement et du développement économique, le PNUD travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, les parties prenantes nationales et les partenaires de développement afin de renforcer le contrat social et de remédier aux problèmes systémiques de gouvernance par une gouvernance inclusive, une prestation de services équitable et une participation citoyenne. Il contribuera également à la diversification de l'économie et favorisera la croissance du secteur privé afin de renforcer la création de moyens de subsistance et de générer plus d'emplois pour les jeunes. Ces efforts permettront de réduire la dépendance à l'égard de l'aide, de stimuler la croissance économique et de promouvoir la résilience, la stabilité et la paix. En même temps, le PNUD s'attaquera aux causes profondes de la fragilité prolongée tout en apportant des solutions aux besoins immédiats, à la diminution de l'aide au développement et à l'évolution des priorités nationales, conformément aux recommandations issues de l'évaluation indépendante du programme de pays. Cette approche permettra également de renforcer la contribution du PNUD aux réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération, tout en conservant une certaine agilité dans un environnement complexe qui évolue rapidement. En outre, elle renforcera le rôle du PNUD en tant que catalyseur de l'écosystème, qui dirige l'intégration des approches de l'action humanitaire et de développement et rassemble toute une série de partenaires dans le cadre du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, dans l'objectif de produire un effet collectif. Le descriptif de programme de pays a été délibérément rendu non prescriptif, ce qui permet l'émergence de nouvelles interventions en réponse à l'évolution des besoins et des perspectives, tout en continuant de suivre l'orientation stratégique globale et les voies tracées afin de garantir la cohérence et l'adaptabilité.

II. Priorités du programme et partenariats

13. Le programme de pays et la théorie du changement s'appuient sur le Plan-cadre de coopération pour la période 2026-2030 et ont été élaborés conjointement avec les institutions publiques, la société civile, des organisations de femmes et de jeunes et le secteur privé, dans le cadre d'un vaste processus consultatif et participatif visant à

s'assurer que les principales priorités du pays sont prises en compte. Des consultations approfondies ont été menées auprès des parties prenantes nationales, des partenaires de développement et des entités des Nations Unies.

14. La stratégie du PNUD s'appuie sur six principes directeurs :

i) Équilibrer la participation en amont et en aval et adopter une approche de la programmation axée sur l'être humain, souple, agile et évolutive afin de maximiser l'incidence et d'atténuer les risques ;

ii) Soutenir les agents de changement afin de promouvoir les droits humains, l'égalité des genres, la transparence et l'état de droit, tout en transformant les institutions et en influant progressivement sur les systèmes sociaux, politiques et économiques ;

iii) Adopter des approches axées sur l'être humain, participatives et inclusives associant l'ensemble des parties prenantes, et garantir la prise en main du programme par le pays, l'esprit d'initiative et la durabilité ;

iv) Adopter une approche fondée sur les droits humains afin de mettre en avant une programmation prospective et conforme au principe « ne pas nuire » ;

v) Intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les politiques, les programmes, les stratégies et les autres instruments de planification, et s'appuyer sur l'initiative « South-South Global Thinkers » pour porter au maximum le partage de connaissances ;

vi) Profiter des innovations, en exploitant les possibilités offertes par la transformation numérique, les systèmes non traditionnels de financement, les mécanismes d'exécution souples et adaptables, les nouvelles conditions de partenariat et l'élargissement des réseaux de partenaires.

15. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation indépendante, la théorie du changement du programme de pays repose sur le principe selon lequel le fait de cibler les principaux domaines d'intervention et les facteurs systémiques, d'interrompre les boucles de rétroaction négative[6] et de favoriser les boucles de rétroaction positive[7] permettra d'apporter des changements systémiques durables et porteurs de transformations. Ces changements durables continueront à produire les résultats souhaités, en réduisant les vulnérabilités multidimensionnelles et en permettant une consolidation durable de la paix. En adoptant une approche systémique par portefeuille, le PNUD renforcera la durabilité au-delà de la durée du programme de pays. Le programme mettra l'accent sur deux voies interconnectées, en déterminant quels sont les principaux domaines où les interventions du PNUD sont non seulement nécessaires mais peuvent également susciter le plus d'effets transformateurs, contribuant directement aux réalisations 1 et 2 énoncées dans le Plan-cadre de coopération et contribuant indirectement aux réalisations 3 et 4.

Voie 1 : favoriser une paix durable et réduire la fragilité en matière de gouvernance

16. Le PNUD s'appuiera sur son avantage comparatif et son savoir-faire, reconnus dans l'évaluation indépendante du programme de pays et par les parties prenantes nationales, pour concevoir des solutions intégrées visant à renforcer la participation de tous à la prise de décisions et aux processus de gouvernance, en particulier celle des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des personnes déplacées et des

[6] Par exemple, les conflits motivés par l'accès aux ressources, le recrutement par des groupes armés et les activités illicites dues au manque de moyens de subsistance et à la déconnexion entre les citoyens et les institutions fédérales et locales.

[7] Par exemple, les accords de paix locaux, la réforme constitutionnelle, la recherche d'un consensus, le commerce intérieur et l'interdépendance économique.

autres groupes marginalisés. Ces efforts permettront de renforcer les plateformes de participation citoyenne et de consolidation de la paix sans exclusive, renforçant ainsi le contrat social. Ils contribueront également à la prise en compte des griefs anciens et nouveaux, et à la promotion des activités de prévention de l'extrémisme violent (réalisation 1.3), grâce à la sensibilisation, au renforcement des capacités et à l'accès aux connaissances et aux meilleures pratiques à l'échelle mondiale. Parallèlement, le PNUD intensifiera les efforts qu'il déploie pour rapprocher l'État de ses citoyens, en aidant à la décentralisation, à l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités locales et à l'amélioration de la prestation de services au niveau local, notamment au profit des femmes, des personnes déplacées, des personnes handicapées et des groupes et communautés marginalisés et touchés par les conflits. Il intensifiera également l'action qu'il mène pour renforcer l'égalité des genres et promouvoir les droits humains.

17. S'appuyant sur les résultats et les enseignements du passé, le PNUD continuera à promouvoir, à tous les niveaux, des systèmes de sécurité et d'état de droit intégrés et inclusifs afin de garantir un accès équitable à la justice et la défense des droits humains de tous, en particulier des femmes, des personnes déplacées et des groupes marginalisés, et de lutter efficacement contre les violences fondées sur le genre et les autres violations des droits humains (réalisation 1.1). Ces efforts visent à faire progresser les droits humains et l'égalité des genres et à renforcer la confiance du public dans le système judiciaire et les institutions de sécurité et de gouvernance.

18. Le PNUD apportera son concours aux systèmes de gouvernance, aux niveaux national, étatique et local, pour la mise en place de processus démocratiques inclusifs et transparents, ainsi que la promotion de l'équité de genre et d'une croissance économique durable et inclusive (réalisation 1.2). À court et à moyen terme, il s'agira de renforcer les cadres juridiques et institutionnels et les mécanismes d'élaboration des politiques, par des campagnes de communication et des examens des fonctions. À plus long terme, le PNUD encouragera l'éducation civique et l'intégration des principes démocratiques dans les programmes scolaires, luttera contre le discours de haine et la radicalisation, et renforcera les capacités des réseaux d'agents du changement engagés dans la médiation et le règlement des conflits. Ces efforts visent à promouvoir une évolution sociétale et culturelle vers l'attachement à la liberté, à la démocratie et à l'état de droit, tout en renforçant la redevabilité, la transparence et l'intégrité des institutions. À cette fin, le PNUD fera ce qui suit :

i) Tirer parti de ses partenariats de confiance avec les parties prenantes nationales, de son expertise mondiale en matière de consolidation de la paix et de l'expérience de la MATNUSOM en matière de stabilisation pour renforcer la gouvernance démocratique et la stabilité politique. Il s'agira notamment de faciliter les négociations et la recherche d'un consensus sur les questions faisant l'objet de contestations, y compris les opérations électorales et l'élaboration du texte final et l'adoption de la Constitution révisée ;

ii) Établir un partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) afin de faire progresser l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que les objectifs n^{os} 5, 10 et 16 des objectifs de développement durable, au moyen d'interventions ciblées, tout en aidant à la réduction des effectifs de la MATNUSOM ;

iii) Renforcer les mécanismes de prévention et de règlement des conflits et de réconciliation mis en place et dirigés par des acteurs locaux, afin de prévenir et de gérer les conflits, l'extrémisme violent et la mobilisation des groupes armés, en collaboration avec la MATNUSOM, l'ONUDC et ONU-Femmes, en mettant à profit leur savoir-faire technique et de leurs réseaux ;

iv) S'appuyer sur les partenariats avec l'UNICEF, la MATNUSOM, ONU-Femmes, l'OIM et l'ONUDC pour appliquer des solutions novatrices afin de faciliter la réforme du secteur de la justice et de la sécurité, d'améliorer l'accès à la justice et de promouvoir des dispositifs de police de proximité, notamment par des campagnes de communication et le renforcement des cadres législatifs et des capacités institutionnelles ;

v) Donner la priorité aux jeunes, aux femmes, aux personnes déplacées, aux personnes handicapées et aux autres groupes marginalisés, et les faire participer davantage aux initiatives relatives à la gouvernance, à l'autonomie économique, à la résilience aux changements climatiques et à la consolidation de la paix ;

vi) Promouvoir la transition numérique et une approche de mentorat à long terme en ce qui concerne le renforcement des capacités, en alignant les systèmes nationaux sur les normes internationales afin d'améliorer l'application du principe de responsabilité et de faire progresser les droits humains et les droits des femmes, ainsi que la justice de genre.

19. Les changements induits à l'échelle du système porteront au maximum les retombées globales du programme et renforceront sa contribution à la réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération : « *Le peuple somalien bénéficie d'une gouvernance inclusive et responsable, d'un système fédéral décentralisé qui fait respecter l'état de droit, assure la sécurité et la paix, fournit des services de manière efficace et transparente, et garantit l'égalité des genres et le respect des droits humains, y est directement impliqué et y prend une part active* ».

Voie 2 : remédier à la fragilité économique et à la vulnérabilité aux changements climatiques

20. La voie 2 mettra l'accent sur la multiplication de débouchés économiques diversifiés et durables, et sur le renforcement des capacités des jeunes, des femmes, des personnes déplacées, des personnes handicapées et des autres groupes marginalisés à participer à la vie économique (réalisation 2.1). Il s'agira notamment de renforcer les mécanismes de financement inclusifs et novateurs afin d'améliorer l'accès des microentreprises, des petites et moyennes entreprises, des jeunes et des entrepreneuses aux services financiers (réalisation 2.2). Au-delà de la réduction de la pauvreté et de l'exclusion socioéconomique, ces efforts permettront d'atténuer les menaces contre la paix et la réconciliation que représentent les conflits motivés par l'accès aux ressources et le manque d'accès aux services et aux moyens de subsistance. Dans le même temps, le PNUD favorisera l'intégration de politiques et de pratiques durables et économes en ressources dans les secteurs clés afin d'optimiser l'utilisation des terres, de l'eau et de l'énergie, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et la durabilité économique et environnementale à long terme (réalisation 2.3). Le PNUD s'emploiera à atteindre ces objectifs en ciblant les facteurs systémiques suivants :

a) Une programmation intégrée par zone, en particulier dans les communautés touchées par les conflits et marginalisées, au moyen d'un ensemble de solutions de développement local durable résilientes face aux changements climatiques et d'énergies renouvelables, et de solutions naturelles. Parmi ces solutions, on peut citer la mise en place d'infrastructures critiques, la fourniture de services essentiels inclusifs, la transition numérique, le renforcement des capacités et l'appui à la création de moyens de subsistance.

b) La réforme du secteur public et la création de nouvelles chaînes de valeur dans des secteurs clés, y compris les économies verte, bleue et circulaire, en étroite collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), afin de tirer parti de l'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres

très endettés en 2023 et d'aider la Somalie à débloquer les ressources potentielles et à utiliser celles-ci de manière efficace.

c) La croissance du secteur privé et la création d'emplois, en particulier pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des personnes déplacées et d'autres groupes marginalisés, en créant un environnement favorable et des dispositifs d'incitation propices à la croissance du secteur privé et en améliorant les cadres commerciaux et réglementaires.

d) Le développement de l'écosystème de l'entrepreneuriat, grâce à un meilleur accès aux solutions numériques novatrices, au mentorat, à l'incubation et à la coopération régionale et triangulaire et à la coopération Sud-Sud, parallèlement au soutien apporté aux coopératives, aux organisations locales, aux personnes déplacées, aux personnes handicapées, aux femmes et aux jeunes dans les affaires, dans l'objectif d'améliorer l'accès aux ressources communes et aux moyens de subsistance.

e) La mobilisation de la société civile, en renforçant le soutien apporté à ses acteurs pour qu'ils participent au développement local et aux processus de gouvernance, et en renforçant leurs capacités organisationnelles, leurs mécanismes d'application du principe de responsabilité et leur collaboration avec les autorités locales et les parties prenantes.

f) Une approche faisant intervenir l'ensemble de la société, l'objectif étant de promouvoir les changements de comportement et d'accélérer la transition vers une énergie propre en augmentant les investissements dans les énergies renouvelables, en particulier dans les communautés vulnérables[8], tout en contribuant à l'évaluation et à la protection du capital naturel, y compris la biodiversité.

g) La mise à profit du rôle du PNUD en tant qu'organisation fondée sur la connaissance, pour la stimulation des campagnes de communication et de sensibilisation, par l'élaboration et la diffusion d'analyses orientées vers l'action.

h) Le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux fédéral, étatique et local afin de concevoir des politiques économiques et sociales intersectorielles, tenant compte des risques, fondées sur des données probantes et tenant compte des questions de genre, qui favorisent une croissance inclusive et diversifiée tout en apportant des solutions aux problèmes relatifs au lien entre l'énergie, la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles. S'appuyant sur les bons résultats obtenus par le passé, le PNUD continuera à renforcer le Bureau national de statistique afin d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données.

i) L'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, grâce à un appui technique, à la facilitation de la coordination, au renforcement des capacités et à l'intégration de compétences techniques dans les institutions nationales.

j) La fourniture d'un soutien au Gouvernement dans ses efforts de transition numérique et de gouvernance électronique, y compris des partenariats public-privé. Il s'agira notamment de promouvoir l'utilisation d'outils numériques, y compris la cartographie par satellite et la cartographie géospatiale, afin d'améliorer la mise en commun des informations et la prise de décisions.

21. À cette fin, le PNUD s'appuiera sur son savoir-faire en matière de conception de solutions multidimensionnelles et intégrées, et tirera parti des connaissances mondiales et des meilleures pratiques, tout en renforçant sa collaboration avec le

[8] Par exemple, les mini-réseaux, les dispositifs solaires sur les toits et le pompage de l'eau à l'aide de l'énergie solaire dans l'agriculture.

Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour l'adaptation. Les partenariats reposeront également sur les acteurs de coopération Sud-Sud, l'OIM pour ce qui est des interventions liées aux déplacements, la Banque mondiale et la BAD pour ce qui est de la stabilisation économique, et l'UNICEF pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et des capacités statistiques (Enquêtes en grappes à indicateurs multiples). Le PNUD continuera à collaborer avec le programme des Volontaires des Nations Unies (programme VNU) pour renforcer les capacités des jeunes, avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) pour ce qui est de l'inclusion financière, avec ONU-Femmes en ce qui concerne la participation des femmes à la vie économique et politique, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour les questions liées à l'agriculture durable et au développement de l'élevage, et avec ONU-Habitat pour ce qui est des établissements durables et des solutions locales résilientes face aux changements climatiques.

22. Les efforts collectifs et les changements systémiques permettront d'augmenter autant que possible la contribution du PNUD à la réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération : *« D'ici à 2030, l'économie de la Somalie sera transformée grâce à l'augmentation de la productivité et au renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans les secteurs de l'économie verte et de l'économie bleue tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche ; au renforcement des investissements alignés sur les objectifs de développement durable dans les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et les infrastructures ; à un accès équitable des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés à l'emploi, au travail décent, à l'entrepreneuriat et à des compétences adaptées à l'avenir, ce qui contribuera à rendre inclusifs et durables les systèmes agroalimentaires, la croissance économique, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ».* Ces initiatives s'attaqueront à de nombreuses causes profondes des conflits motivés par l'accès aux ressources, renforceront la cohésion sociale et contribueront à la réduction de l'exclusion sociale et économique, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes déplacées, des personnes handicapées et des autres groupes marginalisés. Elles permettront également d'élargir l'accès à des moyens de subsistance durables, en tant que solution de remplacement des activités illicites et de la mobilisation armée, renforçant ainsi la voie 1 et contribuant indirectement à réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération.

III. Administration du programme et gestion des risques

23. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

24. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les partenaires des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés. Le programme sera administré par le comité directeur multipartite composé de représentants du pays et d'entités des Nations Unies, qui assure aussi le suivi du Plan-cadre de coopération.

25. Six principaux domaines de risque ont été recensés : a) la détérioration des conditions de sécurité, la fragilité politique et le report de la transition ; b) la perception d'un manque d'objectivité dans la fourniture de l'assistance technique lors de la réduction anticipée des effectifs de la MATNUSOM ; c) le fait que l'exécution est à haut risque et entraîne des coûts élevés ; d) le rétrécissement de la base de financement dû à la lassitude des donateurs et à l'évolution des situations nationale, régionale et mondiale ; e) la dégradation de l'environnement qui a des répercussions négatives sur la sécurité énergétique, alimentaire et hydrique ; f) une résistance croissante à la promotion des droits humains et de l'égalité des genres, en particulier à la participation des femmes et des autres groupes marginalisés à la vie politique et économique et à la lutte contre la violence fondée sur le genre, en raison de sensibilités politiques et culturelles[9]. Le PNUD atténuera les risques en prenant les mesures suivantes :

a) Assurer un équilibre entre les interventions en amont et en aval, en équilibrant la coopération avec les communautés locales, les parties prenantes, les organisations de la société civile et le secteur privé en ce qui concerne les institutions nationales et infranationales ;

b) Adopter une programmation allégée, flexible et tenant compte des risques de conflit, axée sur un nombre réduit de réalisations, en appliquant la pensée systémique et la politique d'exécution par portefeuille du PNUD afin d'obtenir des résultats intégrés eu égard à plusieurs réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération. Les estimations des risques et les mesures d'atténuation seront régulièrement mises à jour afin d'anticiper les évolutions imprévues et de celles-ci. L'exécution du programme sera éclairée par une intelligence du développement en temps réel, l'objectif étant de garantir des stratégies adaptables, un financement évolutif et la génération continue de nouvelles solutions en matière d'élaboration des politiques et de développement ;

c) Ancrer les interventions choisies au niveau local et au niveau des cadres moyens de l'administration, et cibler le soutien au renforcement des capacités en conséquence ;

d) Diversifier les partenariats pour y inclure des acteurs locaux et internationaux tels que des donateurs non classiques, des organisations régionales et internationales, des organisations non gouvernementales et des organisations locales ;

e) Diversifier la base de ressources du programme en augmentant les ressources contribuées par l'État et en renforçant les stratégies de partenariat, de mobilisation des ressources et de communication afin d'associer des donateurs non classiques et d'adopter des approches intégrées avec les entités Nations Unies et les organismes régionaux. Le PNUD cherchera également à accéder aux ressources financières débloquées à la suite de l'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés en 2023 ;

f) Renforcer les capacités techniques, les capacités administratives et les capacités d'exécution du bureau de pays du PNUD grâce à une structure organisationnelle adaptée ;

g) Tirer parti des moyens régionaux et mondiaux du PNUD pour renforcer les capacités nationales ;

h) Appliquer la politique de gestion globale des risques du PNUD afin de recenser, de gérer et d'atténuer les risques ;

[9] D'autres éléments de contexte sont apportés dans l'analyse commune de pays, effectuée par l'ONU en 2025, pour la Somalie.

i) Soutenir et impliquer les acteurs du changement pour promouvoir l'égalité des genres, et adopter des approches tenant compte des cultures et des risques de conflit pour aider à obtenir un consensus sur les lois et les politiques sensibles ;

j) Appliquer les normes sociales et environnementales et le mécanisme d'application du principe de responsabilité du PNUD comme principaux outils de gestion des risques environnementaux et socioéconomiques.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

26. Les indicateurs et les recommandations du programme de pays sont alignés sur le Plan-cadre de coopération, le Plan stratégique du PNUD pour la période 2022-2025 et les objectifs de développement durable. Le PNUD contribuera aux activités du Groupe de suivi et d'évaluation des programmes des Nations Unies afin de faciliter la coordination, de promouvoir la programmation conjointe et de faire adopter des approches de gestion et de communication harmonisées et axées sur les résultats. Le plan de suivi et d'évaluation permettra de vérifier une série d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps (SMART), ventilés selon des critères pertinents (genre et âge), qui permettent d'attester de l'exécution et qui s'appuient sur des sources nationales et internationales. Le PNUD renforcera le suivi et l'évaluation, et améliorera les pratiques en matière d'établissement de rapports et de communication en faisant ce qui suit :

a) Promouvoir l'apprentissage permanent, au moyen de consultations avec les parties prenantes, d'analyses de données et de supports de connaissances, afin de recenser les tendances, les signaux de changement, les possibilités et les risques, et de créer des perspectives de développement qui garantissent la pertinence et l'adaptabilité ;

b) Réaliser périodiquement des examens conjoints, ainsi que des évaluations à mi-parcours et des évaluations finales, en collaboration avec le Ministère du plan, de l'investissement et du développement économique. Le PNUD mettra l'accent sur une évaluation tenant compte des questions de genre, en collaboration avec des acteurs nationaux et internationaux, et réalisera en plus une évaluation thématique fondée sur le genre afin de répertorier les meilleures pratiques, d'en tirer des enseignements et de générer des connaissances visant à éclairer la transposition des approches efficaces à une plus grande échelle ;

c) Examiner les résultats au niveau des programmes et des projets, en allouant un certain pourcentage du budget de chaque projet à l'apprentissage dynamique, à la collecte de données, au suivi et à l'évaluation ;

d) Réaliser des enquêtes, des évaluations indépendantes, des visites sur le terrain et des entretiens semi-structurés, et organiser des groupes de discussion, en coordination avec le Ministère du plan, de l'investissement et du développement économique ;

e) Tirer parti des laboratoires d'accélération pour améliorer la collecte de données et renforcer les activités de suivi et d'évaluation axées sur les résultats ;

f) Recourir au suivi par des tiers et aux évaluations d'impact, par le mécanisme de la collaboration avec des partenaires de développement locaux et des organisations locales de la société civile dans l'objectif de collecter des données sur le terrain. Le PNUD recourra également au contrôle communautaire pour faciliter le suivi et l'évaluation axés sur les résultats, en mettant l'accent sur le recensement des modèles de changement porteur de transformations ou la constatation de l'absence de tels modèles ;

g) Mettre en œuvre une stratégie de communication pluriannuelle pour améliorer la visibilité des partenaires, présenter les résultats et les effets produits par les programmes du PNUD et renforcer le positionnement stratégique de l'organisation grâce à des communications conjointes, à des récits centrés sur l'être humain et fondés sur des données probantes, et à des messages ciblés alignés sur les priorités essentielles du programme.

27. Au moins 15 % des budgets des projets seront alloués à des partenariats et à un ciblage tenant compte des questions de genre, au-delà de la prise en compte systématique du genre qui est financée au moyen des budgets ordinaires et des budgets consacrés aux projets, conformément à la stratégie pour la promotion de l'égalité des genres du PNUD. Ces efforts mettront l'accent sur la promotion de l'égalité des genres et l'avancement des femmes (marqueur GEN 3), l'intégration des questions de genre (marqueur GEN 2) et le label égalité des genres pour les institutions publiques et le secteur privé. Les activités de communication permettront de mettre en évidence les effets des programmes du PNUD, y compris les résultats porteurs de transformations à long terme. Le plan de suivi et d'évaluation tiendra compte des enseignements tirés de l'exécution et du contrôle des projets, en mettant l'accent sur la surveillance d'étape en étape, l'évaluation et l'interprétation des résultats et de leur lien avec les interventions. Il permettra d'évaluer le rôle joué par le PNUD et par d'autres acteurs, de répertorier les lacunes et d'orienter le suivi, la transposition à grande échelle et la programmation évolutive.

Annexe A: Results and Resources Framework for Somalia (2026-2030)[10]

National priority or goal: NTP 2025-2029: Transformational Governance Sustainable Development Goals: 5, 8, 10, 16				
Cooperation framework outcome involving UNDP #1: Somali people actively engage, participate in and benefit from inclusive and accountable governance, a decentralized federal system that upholds the rule of law, ensures safety and peace, delivers services effectively and transparently, and safeguards human rights.				
Related strategic plan outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and development.				
Cooperation Framework outcome indicator(s), baselines, target(s)	**Data source and frequency of data collection, and responsibilities**	**Indicative country programme outputs (including indicators, baselines, targets)**	**Major partners/partnerships/ frameworks**	**Estimated cost by outcome ($)**
Indicator 1.1. Public Service Delivery Baseline (2024): 9.6 Target (2030): 4.0 **Indicator 1.2.** Women's Political Participation Representation Baseline (2024): 12.33% Target (2030): 30% **Indicator 1.3.** State Legitimacy Index Baseline (2024): 9.6 Target (2030): 8.1	Data source: Federal Government of Somalia Frequency: Annual Data source: Federal Government of Somalia Frequency: Annual Data source: Federal Government of Somalia Frequency: Annual	**Output 1.1: Integrated and inclusive security and rule of law systems are operational at the national, local and community levels, ensuring access to justice and protection of human rights, especially for women, IDPs, persons with disabilities, and marginalized groups.** **Indicator 1.1.1.** Number of gender-sensitive legal frameworks screened and revised/developed in alignment with national and international human rights standards. Baseline (2025): 1 Target (2030): 5 Data source/frequency: UNDP, Third Party Monitoring (TPM)/annual **Indicator 1.1.2.** Proportion of positions in national and local institutions, including (a) the legislatures and (b) the public service, compared to national distributions, by sex, age, persons with disabilities and population groups. (integrated results and resources framework (IRRF 1.3).	Federal Government of Somalia Federal Member States International Financial Institutions, UNICEF UNTMIS UN-Women IOM UNODC CSOs Religious/Traditional Leaders	Regular: 25,000,000 Other: 162,991,578.30 Subtotal: 187,991,578.30

[10] The CPD development predates the endorsement of the Strategic Plan, 2026-2029. The results and resources framework will be aligned subsequently.

		Baseline (2025): (a) 21% women in Somali Federal Parliament, 20% in House of the People, 26% in Upper House (b) 8% of cabinet ministers are women. Target (2030): (a) 30% (b) 30% Data source/frequency: UNDP, TPM, Somalia National Parliament/annual. **Indicator 1.1.3.** Number of people supported with access to justice: (a) male, (b) female, (c) persons with disabilities, (d) IDPs. (IRRF 2.2.3). Baseline (2025): total: 3,045 (a) 1,322 (b) 1,723 (c) NA (d) NA Target (2030): 10,000 (a) 4,000 (b) 6,000 (c) 2,000 (d) 3,000 Data source/frequency: Ministry of Justice and Constitutional Affairs / annual **Output 1.2: Governance systems strengthened to implement inclusive and transparent democratic processes, advance gender equity, enhance climate-resilience and drive sustainable and inclusive growth.** **Indicator 1.2.2.** Number of measures (e.g., policies, plans and programmes) implemented to: (a) eliminate gender-based discrimination and segregation in labour market; (b) increase women's access to and use of digital technologies, digital finance, e-commerce and digital value chains; (c) ensure women's economic security and empowerment in crisis contexts, including through economic recovery plans (IRRF 6.1.1). Baseline (2025):0 (a) 0 (b) 0 (c) 0 Target (2030):15 (a) 5 (b) 5 (c) 5 Data source/frequency: UNDP, TPM/annual **Indicator 1.2.3.** Number of key legal, constitutional and policy documents adopted by government through formal mechanisms to enhance service delivery. Baseline (2025): 4		

		Target (2030): 10 Data source/frequency: UNDP, TPM/annual **Output 1.3: Platforms for citizens' engagement in inclusive peacebuilding and governance processes to facilitate resolving longstanding and emerging grievances, countering violent extremism, and enhancing social contract, strengthened.** **Indicator 1.3.1.** Number of inclusive community-based dispute-resolutions-mechanisms established and capacitated. Baseline (2025): 8 Target (2030): 20 Data source/frequency: UNDP, TPM/annual **Indicator 1.3.2.** Number of measures to strengthen accountability (including social accountability), prevent and mitigate corruption risks, and integrate anti-corruption in the management of public funds, service delivery and other sectors at: (a) national level, (b) regional level, (c) Sectoral level, (d) sub-national level (states) (IRRF 2.1.1). Baseline (2025): 16 (a) 4 (b) 4 (c) 4 (d) 4 Target (2030): 20 (a) 5 (b) 5 (c) 5 (d) 5 Data source/frequency: UNDP, TPM /annual **Indicator 1.3.3.** Number of cross-border, regional, national, and sub-national policies, strategies, and action plans for conflict prevention and peacebuilding: (a) Prevention of violent extremism (b) Reconciliation, (c) Reintegration, (d) Conflict-sensitive and peace-positive climate adaptation and mitigation (IRRF 3.2.1). Baseline (2025): 6 (a) 1 (b) 3 (c) 1 (d) 2 Target (2030): 45 (a) 30 (b) 5 (c) 5 (d) 5 Data source/frequency: UNDP, TPM /annual		

National priority or goal: NTP 2025-2029: Sustainable Economic Transformation
Sustainable Development Goals 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15

Cooperation framework outcome involving UNDP #2: By 2030, Somalia's economy is transformed through increased productivity and climate resilience in green and blue economy sectors such as agriculture, livestock, and fisheries; enhanced SDG-aligned investments in MSMEs and infrastructure; and equitable access to employment, decent work, entrepreneurship, and future-ready skills for women, youth, and marginalized groups—contributing to inclusive and sustainable agrifood systems, economic growth, food security, and livelihoods.

Related strategic plan outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and development.

Cooperation Framework outcome indicator(s), baselines, target(s)	Data source and frequency of data collection, and responsibilities	Indicative country programme outputs (including indicators, baselines, targets)	Major partners/partnerships/ frameworks	Estimated cost by outcome ($)
Indicator 2.1 Unemployment rate (by sex, age, persons with disabilities) Baseline (2024): 21.7% Target (2030): 15% **Indicator 2.2.** Sustainable fisheries as a proportion of GDP in small island developing States, least developed countries, and all countries (SDG indicator 14.7.1)	Data source: National Bureau of Statistics, ILO, World Bank Frequency: Annual Data source: National Bureau of Statistics Frequency: Annual	**Output 2.1: Diversified and sustainable economic opportunities are expanded through public sector reform and strengthened private sector development, MSMEs support, and value-chains enhancement, fostering job creation.** **Indicator 2.1.1.** Number of people benefitting from jobs and improved livelihoods in crisis or post-crisis settings: (a) Female, (b) Male, (c) Youth, (d) persons with disabilities, (e) IDPs, (f) Refugees (IRRF 3.3.1) Baseline (2025): 19,504 (a) 15,000 (b) 4,504 (c) 12,000 (d) 0 (e) 0 (f) 0 Target (2030): 50,000 (a) 30,000 (b) 20,000 (c) 30,000 (d) 500 (e) 20,000 (f) 4,500 Data source/frequency: UNDP, TPM /annual **Indicator 2.1.2:** Number of people, who gained access to clean, affordable, and sustainable energy: (a) male, (b) female, (c) urban, (d) rural (IRRF 5.1.1) Baseline (2025): 500,000 (a) 200,000 (b) 300,000 (c) 200,000 (d) 300,000	Federal Government of Somalia Federal Member States International Financial Institutions UNCDF UNICEF UN-Women IOM UN-Habitat World Bank AfDB UNV Private Sector	Regular: 12,393,000 Other: 106,350,421.70 Subtotal: 118,743,421.70

Baseline (2024): 2% Target (2030): 5%		Target (2030): 600,000 (a) 250,000 (b) 350,000 (c) 250,000 (d) 350,000 Data source/frequency: UNDP, TPM /Annual **Indicator 2.1.3:** Number of small and medium-sized enterprises (SMEs) led by: (a) male, (b) female, (c) persons with disabilities, which benefited from UNDP support and capacity development. Baseline (2025): 196 (a) 150 (b) 46 (c) 36 Target (2030): 500 (a) 350 (b) 150 (c) 100 Data source/frequency: UNDP, TPM /Annual **Output 2.2: Inclusive and innovative financing mechanisms are enhanced to improve access to finance and financial services for MSMEs, youth, persons with disabilities, and women entrepreneurs.** **Indicator 2.2.1.** Number of MSMEs led by (a) women, (b) youth, (c) persons with disabilities accessing finance through new innovative financing mechanisms Baseline (2025): 4,000 (a) 1,800 (b) 2,200 (c) NA Target (2030): 10,000 a) 4,000 b) 6,000 c) 3,000 Data source/frequency: Ministry of Commerce and Industry, National SME registry, Salaam Bank/annual **Indicator 2.2.2.** Number of people accessing financial services: (a) male, (b) female, (c) youth, (d) persons with disabilities, (IRRF 1.3.2) Baseline (2025): (a)1,000,000 (b) 1,000,000 (c) 1,000,000 d) 150,000 Target (2030): (a) 2,000,000 (b)2,000,000 (c) 2,000,000 (d) 300,000 Data Source/frequency: Somali Bankers Association, Central Bank of Somalia/Annual.		

		Output 2.3: Sustainable climate-resilience, and resource-efficiency enhancement measures are integrated across key sectors and capacities for sustainable ecosystem and risk management enhanced. **Indicator 2.3.1.** Number of key sectors implementing sustainable and resource-efficient policies to optimize land, water, and energy use. Baseline (2025): 0 Target (2030): 6 Data source/frequency: UNDP, TPM /annual **Indicator 2.3.2.** Number of climate risk-informed development strategies and plans in place at a) national level, b) sub-national level, c) sectoral level (IRRF 3.1.1) Baseline (2025):7 (a) 6 (b) 1 (c) 0 Target (2030): 35 (a) 20 (b) 10 (c) 5 Data source/frequency: SoDMA, Ministry of Environment and Climate Change (MoECC)/annual **Indicator 2.3.3.** Number of people directly benefitting from initiatives to protect nature and promote sustainable use of resources a) male, b) female (IRRF 4.1.1) Baseline (2025): 78,900 a) 31,900 b) 47,000 Target (2030): 150,000 a) 50,000; b) 100,000 Data source/frequency: National Bureau of Statistics/annual		